

étrangers. Que le gouvernement fédéral assume une fois pour toutes ses responsabilités dans les affaires financières et économiques de ce pays.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

M. Philip Mayfield (Cariboo—Chilcotin): Monsieur le Président, dans son rapport *1993 Forest Industry in B.C.*, Price Waterhouse affirmait qu'après plusieurs années de pertes, l'industrie de la foresterie de la Colombie-Britannique avait réalisé des profits de 520 millions de dollars sur des ventes de 14,3 milliards de dollars en 1993. En outre, 215 millions d'arbres ont été plantés et plus de 275 000 hectares de terres ont été reclassifiées, ce qui assure une reconstitution satisfaisante des stocks.

En Colombie-Britannique, l'exploitation forestière représente plus d'un quart de million d'emplois directs et indirects et occupe ainsi environ 18 p. 100 de la main-d'oeuvre de cette province. À l'échelle du pays, cette industrie est le pivot de 346 collectivités, dont 116 en Colombie-Britannique, et de ces 116, plusieurs collectivités se trouvent dans ma circonscription de Cariboo—Chilcotin.

À l'approche du XXI^e siècle, le Canada se doit de demeurer chef de file en exploitation forestière. Toutefois, il n'y parviendra pas à moins que les gouvernements et la population ne manifestent leur fierté à l'égard d'un domaine où le Canada excelle en offrant tout leur appui aux travailleurs de la foresterie et en profitant des avantages qu'ils procurent au pays.

La foresterie est la principale industrie du pays. Saluons tous ensemble les travailleurs de cette industrie qui fournit des emplois et assure la stabilité financière à de petites. . .

Le Président: Le député de Saskatoon—Clark's Crossing.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, avant les élections les libéraux n'arrêtaient pas de promettre qu'ils supprimeraient la TPS. Nous savons que cette taxe a surtout été coûteuse pour les Canadiens à faible et moyen revenu et pour les petites et moyennes entreprises, et qu'elle a coûté des centaines de milliers d'emplois. Nous avons besoin d'un régime fiscal plus juste, pas plus injuste, et nous avons aussi besoin d'un gouvernement qui tienne ses promesses.

Que signifie le discours que tiennent maintenant les libéraux? Qu'on va étendre la TPS aux produits alimentaires et aux médicaments de prescription. Le gouvernement veut imposer le pain que consomment les familles et les médicaments qu'elles achètent pour leurs enfants. Parallèlement, il continue d'exempter les transactions sur les actions et les obligations.

Jusqu'à où pousse-t-on la perversité? Une fois de plus, les riches s'abreuvent et ce sont les Canadiens ordinaires qui trinquent. C'est ce que les libéraux appellent une réforme fiscale.

Ce gouvernement devrait chercher honnêtement un régime fiscal plus progressiste qui ferme les échappatoires dont bénéficient les grandes sociétés, riches et profitables, et qui donne enfin un répit aux Canadiens à faible et moyen revenu. Surtout,

Article 31 du Règlement

le gouvernement devrait cesser de passer outre à ses promesses électorales.

* * *

LE DÉCÈS DE L'AGENT TODD BAYLIS

M. Gurbax Singh Malhi (Bramalea—Gore—Malton): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à l'agent Todd Baylis, le policier torontois qui a été tragiquement tué en service, jeudi soir.

Todd habitait dans ma circonscription. Ce policier de 25 ans était très apprécié de ses collègues et de ses voisins. Il était intelligent, populaire et promis, avec sa fiancée Janice Graham, à un brillant avenir. C'était un héros et un modèle.

L'agent Todd Baylis a perdu la vie à la suite d'un geste brutal et insensé de la part d'un criminel qui n'aurait jamais dû être en liberté. C'est le deuxième policier à être tué en service depuis 1984.

Au nom de tous les Canadiens, je voudrais présenter mes plus sincères condoléances à la famille de Todd, ainsi qu'à sa fiancée et à ses collègues.

* * *

• (1415)

LE CANADA

M. Harold Culbert (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, à l'approche de l'ajournement de la Chambre pour l'été, je me permets de vous dire combien nous vous sommes reconnaissants de vous être montré généreux et compréhensif envers tous les députés. Nous apprécions grandement votre esprit et votre équité.

Durant la session, nous avons entendu divers propos au sujet des provinces atlantiques, du Québec, de la région centrale du Canada, de l'Ouest, de la Colombie-Britannique et du nord du Canada. Je dois vous dire, et je le dis à tous les députés par votre intermédiaire, que toutes ces régions sont importantes dans mon Canada, et qu'elles continueront de l'être. Dans mon Canada, il n'y a pas de province ou de nation plus importante, non plus que de province ou de nation moins importante. Il n'y a qu'un Canada et qu'une seule nation, où tous sont égaux, dans tous les sens du terme.

Selon un récent sondage, 61 p. 100 des Canadiens approuvent la façon de faire du gouvernement Chrétien.

Monsieur le Président, je tiens à vous souhaiter un bel été, ainsi qu'à tous les députés. Que Dieu protège le Canada et tous les Canadiens.

* * *

LA JUSTICE

M. Myron Thompson (Wild Rose): Monsieur le Président, on a affirmé à plusieurs reprises à la Chambre que le système de justice pénale du Canada fonctionnait très bien. Ces affirmations faites par le ministre de la Justice et le solliciteur général ne correspondent pas—j'insiste là-dessus, elles ne correspondent pas—à l'impression générale du grand public, aux quatre coins du Canada.